CHAPITRE IV

LE PROBLÈME DE LA POLITIQUE OPTIMUM

A. — INTRODUCTION, NATURE DU PROBLÈME

32. — Dans ce qui précède, nous avons indiqué la nature du système d'équations décrivant les mouvements du système économique. Nous y avons ajouté un exemple central simplifié et des exemples dérivés ; nous avons discuté les relations entre ce système et le système des équations de l'équilibre ; cela fait, nous avons formulé le but de la politique des conjonctures : la poursuite, dans la mesure du possible, d'un développement équilibré du système économique. Nous avons montré qu'il y a deux points de vue qui retiennent l'attention, à savoir : la protection contre les changements désavantageux des valeurs d'équilibre et la protection contre l'éloignement du système économique de ces valeurs. Le deuxième problème se présente dans le cas où le système est soumis à un changement temporaire des « données », soit un changement discontinu passager, soit un changement continu cyclique. Les deux problèmes combinés se présentent lorsque le système est perturbé d'une façon plus ou moins permanente. Nous avons déjà remarqué que, bien que le problème proprement dit de la politique des conjonctures soit de prémunir contre les perturbations temporaires et leurs conséquences, on ne peut pas perdre de vue les exigences que pose la protection contre les perturbations permanentes. Enfin, nous avons donné une liste de propositions faites pour combattre des mouvements cycliques excessifs. Nous y avons joint leur traduction en symboles mathématiques. Nous avons constaté que seul le système des valeurs des coefficients importe pour la connaissance des conséquences d'une politique quelconque et nous avons déterminé les conséquences des mesures proposées.

Les problèmes qui nous occuperont dans ce chapitre peuvent ainsi s'énoncer :

1° Existe-t-il un système de mesures capable d'atteindre le but indiqué ?

2° Quel est ce système, ou, s'il y en a plusieurs, quels sont ces systèmes dans l'exemple simplifié ?

3° Quelles difficultés pratiques se présentent lors de l'exécution d'un tel système ?

Nous ajouterons quelques remarques sur les propositions faites et les discussions les plus récentes et quelques remarques sur le programme scientifique pour l'avenir.

Existe-t-il un système de mesures capable de stabiliser la conjoncture ? Nous avons vu plus haut qu'il est utile de faire une distinction entre les mesures « globales » et les mesures « détaillées ». Cette distinction doit être faite également dans le domaine de la question posée ici. Il n'est guère contesté que dans une économie dirigée (*Planwirtschaft*) dans le sens extrême les conjonctures pourraient être abolies.

Or, dans ce sens, à la question posée, il peut être répondu par l'affirmative. A cause des difficultés presque insurmontables de l'établissement, dans un délai assez restreint, d'une telle économie dirigée, il y a cependant une autre question à poser qui semble être beaucoup plus importante. Par des mesures globales ou partiellement détaillées, la stabilisation des conjonctures peut-elle être obtenue ? Pour y répondre, il faut partir de l'idée déjà mentionnée, il faut se protéger contre les changements temporaires aussi bien que contre les changements permanents, et, contre les changements continus des données. En ce qui concerne les changements temporaires, nous avons vu qu'il y a deux modes d'éviter des mouvements excessifs : ce but est atteint lorsque le degré d'amortissement des mouvements est grand ou bien lorsque la période est courte et le degré d'amortissement est non-négatif.

La protection contre les changements permanents apparaît difficile. Les conditions auxquelles doivent satisfaire les coefficients de notre système, afin qu'une telle protection soit efficace, dépendent de deux choses. D'abord, il y a à faire un choix parmi les grandeurs économiques du système : laquelle de ces grandeurs faut-il stabiliser ? Nous en avons discuté au paragraphe 13. Notre conclusion nous a porté à penser qu'il convient de stabiliser, en espèce, l'emploi.

Deuxièmement, il faut indiquer quelles espèces de changements nous attendons, c'est-à-dire quel est le « siège » des perturbations attendues ? Au paragraphe cité, nous avons posé que les changements dans les relations internationales représentent probablement les changements les plus sérieux de ce genre et nous en avons déduit, pour l'exemple central, la condition à imposer à nos coefficients dans cette hypothèse. Enfin, il y a le problème de la protection contre les perturbations continues que nous envisagerons dans ce qui suit. Cela posé, il pourrait sembler que le nombre de conditions, auxquelles doivent satisfaire les coefficients de notre système d'équations afin que les mouvements soient équilibrés, peut être trop grand, c'est-à-dire plus grand que le nombre de ces coefficients.

Ce n'est pas précisément le cas, car ces conditions ne sont pas des équations, mais seulement des inégalités. Plus grand devra être le degré d'amortissement des mouvements possibles, et plus difficile sera l'atteinte du but recherché. Il n'est donc pas possible, d'énoncer un théorème général sur cette question, seul le calcul numérique d'un cas simplifié approximatif sera possible. C'est ce que nous allons tenter au paragraphe suivant.

B. — QUELQUES RÉSULTATS CONCRETS DANS DES CAS SIMPLIFIÉS

33. Mesures contre les perturbations passagères.

Commençons par l'étude de l'exemple central. L'équation finale qui, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, décrit les principaux mouvements cycliques du système, a la forme

$$Z_t - Z_{t-1}(3\zeta + \alpha + 3\varepsilon'_Z) + Z_{t-2}(3\zeta + 3\varepsilon'_Z - \alpha\zeta_b - \bar{\varepsilon}) = 0.$$

Afin de se protéger contre des perturbations passagères, il importe d'augmenter autant que possible l'amortissement ou de réduire la période. La première condition s'exprime par

$$3\zeta + 3\varepsilon'_Z - \alpha\zeta_b - \bar{\varepsilon} = 0$$

et

$$3\zeta + \alpha + 3\varepsilon'_Z = 0,$$

ce qui est réalisable de différentes manières. L'un de ces moyens

est la réduction, dans toute la mesure possible, des grandeurs ζ, ε'_Z, α et $\bar{\varepsilon}$. C'est également suffisant quand les périodes de décalage dans les équations élémentaires sont choisies autrement. Car, dans ces cas encore, les coefficients de l'équation finale seront très petits, si ζ, ε'_Z, α et $\bar{\varepsilon}$ eux-même petits. Quand, au contraire, on prend d'autres valeurs, de petits changements dans les périodes de décalage peuvent rendre inefficace la politique choisie. La signification économique de nos conditions se formule comme suit :

1° La formation et la dépense des revenus spéculatifs ou revenus apparents sont empêchés par une des voies tracées dans le chapitre précédent ;

2° Les investissements totaux ne réagissent guère sur les changements dans les profits, ce qui peut être réalisé par des investissements compensateurs de l'État ;

3° $\varepsilon(1 - \varepsilon') \sim 0$ c'est-à-dire que $\varepsilon' \sim 1$ ou bien que $\varepsilon \sim 0$. La première condition pose que les fluctuations dans les revenus non-ouvriers et dans l'épargne soient à peu près égales ou qu'un montant plus ou moins constant de ces revenus soit dépensé, le reste étant épargné. La deuxième condition spécifie que les fluctuations dans les revenus distribués par les entreprises, sont réduites dans la mesure du possible.

Nous avons vu d'ailleurs qu'une forte réduction de ζ suffit déjà pour obtenir un amortissement très grand. Les autres points ont sans doute une signification, pour des pays autres que les États-Unis, parce que la spéculation n'y est semble-t-il pas aussi importante.

L'autre moyen est la réduction de la période des mouvements. On peut y parvenir par la seule réduction du deuxième terme

$$3\zeta + \alpha + 3\varepsilon'_Z \sim 0,$$

ou bien par des valeurs des coefficients élémentaires qui rendent positif ce terme, c'est-à-dire

$$-(3\zeta + \alpha + 3\varepsilon'_Z) > 0.$$

La première condition nous conduit à des conclusions analogues à celles que nous venons d'énoncer ; la dernière peut être atteinte, par exemple par une valeur négative mais assez grande de α, ce qui implique une surcompensation par l'État des fluctuations dans les investissements privés.

34. Mesures contre les perturbations permanentes et les perturbations continues.

Le système doit être également mis à l'abri des perturbations permanentes. Comme nous l'avons expliqué plus haut (Paragraphe 13), cela entraîne d'autres conditions, dépendant :

1° du « siège » des perturbations permanentes contre lesquelles on entend se prémunir, et

2° de l'idéal politique auquel on adhère, c'est-à-dire de la variable que l'on désire stabiliser avant toute autre. Les récentes expériences nous suggèrent, nous semble-t-il, que les perturbations les plus dangereuses se produisent dans le commerce étranger (dévaluation d'une monnaie étrangère ou contingentements) et que la variable dont la stabilisation est la plus urgente est celle de l'emploi ou de la production. Au paragraphe 13, nous avons établi la condition qui rend minimum l'influence d'une perturbation de l'espèce sur l'emploi.

Cette condition stipule que

$$\varphi = \frac{0{,}9(1 - \zeta_b\alpha) + \alpha\Big[2 + 0{,}9(\pi - 1] - \lambda\pi\Big]}{\Big[2 + 0{,}9(\pi - 1) - \lambda\pi\Big]\Big[\alpha + \alpha\zeta_b + \bar{\varepsilon} - 1\Big]} \sim 0.$$

La première conclusion que nous pouvons tirer de cette formule c'est que ζ et ε'_Z n'ont aucune influence et que la réduction de α a une influence favorable : pour $\alpha = 0$, φ devient 1,1, valeur inférieure de la moitié de la valeur antérieure (paragraphe 13).

La deuxième conclusion est que, α ayant repris sa valeur antérieure, l'augmentation de π exerce une action favorable, alors qu'il émane de l'augmentation de λ une influence défavorable pour φ. Il faut donc *accroître la flexibilité des prix, et diminuer celle des salaires* afin d'atteindre le minimum de φ. Cette conclusion est fort intéressante ; elle concorde avec l'opinion d'après laquelle, dans cette question, l'importance des salaires comme élément du pouvoir d'achat surpasse celle des salaires comme élément du coût de la production et qu'une baisse sérieuse des salaires détruit plus de demandes qu'elle n'en crée du côté des marchés étrangers. Cette conclusion reste valable quand on ajoute le terme en η, qui a été ajouté dans (13.4), ce qui signifie que la demande étrangère dépend

du prix ; mais seulement quand η ne surpasse pas la valeur 1.1. Quand

$$\eta > 1{,}1,$$

le sens de l'influence de λ est renversé ; *alors la flexibilité des salaires ainsi que celle des prix est utile.* Évidemment c'est le cas pour des pays dont les exportations sont considérables.

Les choses changent encore quand $\alpha = 0$, c'est-à-dire quand on a déjà adopté un système d'investissements publics compensateurs. Dans ce cas nous avons

$$\varphi = \frac{0{,}9}{0{,}67 + \left[0{,}61(0{,}9 - \lambda) + \eta\right]\pi}.$$

Une réduction de φ n'est obtenue que quand, indépendamment de la valeur de η, π augmente et λ diminue ; *c'est alors la rigidité des salaires qui s'avère plus favorable que leur flexibilité ; le facteur essentiel cependant est la flexibilité des prix.*

Afin d'arriver à une vue approfondie sur ces questions importantes pour la politique des salaires, nous avons établi un tableau, qui est reproduit ci-après, donnant une idée de l'influence de λ et de η sur les perturbations permanentes comme suite à une réduction du débit étranger égal à 1. Les perturbations négatives de a, b, l et p sont indiquées avec Δa, Δb, Δl et Δp. Ici, $\alpha = 0.12$; $\pi = 1.3$.

	$\eta = 0.5$				$\eta = 1.5$			
	Δa	Δb	Δl	Δp	Δa	Δb	Δl	Δp
$\lambda = 0$	1,02	0,31	0,64	1,03	0,50	0,15	0,32	0,51
$= 0.63$	1,08	0,23	0,77	1,22	0,49	0,11	0,35	0,55
$= 1.00$	1,15	0,18	0,88	1,40	0,48	0,07	0,37	0,58

On voit avant tout que l'influence de λ est minime ; l'influence de α et de π est beaucoup plus grande.

Ces considérations éclairent d'une manière frappante les discussions entre les syndicats ouvriers et le Gouvernement de plusieurs pays en ce qui concerne la politique optimum des salaires. Il suit que quand $\eta < 1{,}1$, et quand les valeurs des autres coefficients sont comme aux États-Unis, la rigidité des salaires n'est point un

mal ; elle le serait quand $\eta > 1{,}1$. La signification de cette limite est exprimée par le fait que $\eta = 1{,}1$, correspond à une situation ou une réduction des prix de 5 %, entraîne une augmentation du débit extérieur de 5,50 % du revenu national.

En troisième lieu, le système doit être protégé contre les perturbations continues qui sont à la base, comme nous l'avons vu, des cycles forcés. Nous avons vu plus haut que l'amplitude de ces cycles forcés est proportionnelle à l'expression

$$(34.1) \qquad \frac{1}{A_0 y_i^t + A_1 y_i^{t-1} + \ldots + A^{n-1} y_i^i + A_n},$$

où les A_0, A, ..., A_n sont les coefficients de l'équation finale, pendant que y_i est le nombre complexe déterminant la période et le degré d'amortissement des cycles forcés (voir paragraphe 13).

Nous allons montrer qu'en général les mesures protégeant le système contre des perturbations abruptes passagères, ont la tendance de réduire au même titre l'amplitude des cycles forcés. Dans un système « naturel », où nulle politique spéciale n'est suivie contre les conjonctures, la période et l'amortissement d'un des cycles endogènes seront sensiblement les mêmes que la période et l'amortissement des cycles forcés (les cycles dus à l'étranger). Quand il en est ainsi, la valeur y_i sera une racine de l'équation caractéristique et par conséquent le dénominateur de l'expression (34.1) sera assez petit. Quand, cependant, à cause de mesures spéciales, comme celles que nous venons d'indiquer dans ce paragraphe, l'amortissement des cycles endogènes est réduit considérablement, cela signifie que y_i ne sera pas du tout une racine de l'équation caractéristique et que, par suite, l'expression (34.1) sera considérablement plus petite qu'auparavant.

Par ces considérations, nous avons indiqué quelles sont les conditions à remplir par les coefficients élémentaires pour arriver à des conjonctures aussi modérées que possible et à ce que des perturbations permanentes de certains types aient une influence aussi petite que possible. Nous résumant, ces conditions sont

$$3\zeta + 3\varepsilon'_Z - \alpha\zeta_b - \bar{\varepsilon} \sim 0$$
$$3\zeta + \alpha + 3\varepsilon'_Z \sim 0$$
$$\varphi = \frac{0{,}9(1 - \zeta_b\alpha) + \alpha\left[2 + 0{,}9(\pi - 1) - \lambda\pi\right]}{\left[2 + 0{,}9(\pi - 1) - \lambda\pi\right]\left[\alpha + \alpha\zeta_b + \bar{\varepsilon} - 1\right]} \sim 0.$$

Nous voyons que dans ce cas, il est possible d'atteindre — en supposant que la réalisation des conditions ne comporte pas de difficultés considérables — un mouvement beaucoup plus stable (voir la figure 21 et la réduction calculée plus haut du coefficient φ) que si l'on n'adoptait pas les mesures correspondantes.

Il est possible de généraliser davantage ces résultats. Quand on étudie la constitution et la formation de l'équation finale, on peut voir facilement quels sont les effets d'une variation des périodes de décalage, ou d'une introduction de plusieurs des généralisations discutées aux paragraphes 17 et 18. Sans vouloir affirmer que toutes les généralisations possibles obéissent aux propositions suivantes, il est permis de penser néanmoins que celles-ci sont valables pour un très grand groupe de ces systèmes généralisés. Dans ces cas, on obtient une équation finale avec des coefficients qui sont des agglomérats des coefficients élémentaires, et l'augmentation de l'amortissement de toutes les composantes du mouvement qui en ressort peut être atteint *par la réduction des coefficients élémentaires.* Pour les raisons déjà mentionnées *cela implique à la fois une protection contre les cycles forcés.* Il n'est pas si simple cependant d'énoncer les conditions générales à remplir afin de se protéger contre les changements permanents. Un exemple des calculs nécessaires dans un cas plus compliqué a été donné dans la *Weltwirtschaftliches Archiv,* 1935 (42), p. 382. Cet exemple semble confirmer les conclusions obtenues pour l'exemple central.

C. — DIFFFICULTÉS TECHNIQUES DANS LA RÉALISATION

35. Effets d'une connaissance inexacte du niveau d'équilibre.

Dans le paragraphe précédent, nous avons donné une formule mathématique relative à la politique optimum à suivre dans le cas de l'exemple simplifié. Dans ce paragraphe, nous voulons voir quel est l'aspect concret de cette formule. Dans la discussion nous ferons usage des notions utilisées déjà au paragraphe 25.

Prenons pour premier exemple la condition

$$\alpha = 0.$$

Cette condition, comment est-elle réalisable ? Elle réduit l'équation (11) à la forme $b_t = 0$, qui exprime que le volume des investissements doit être égal, à chaque instant, au niveau général d'équilibre. La question pratique est de savoir si nous connaissons ce niveau d'équilibre. Ce problème se présente non seulement pour les investissements, mais aussi, dans des cas différents de l'exemple central, pour d'autres variables. Or, on pourrait penser que pour connaître le niveau d'équilibre, il faudrait disposer de toute l'information touchant l'art de gouverner une économie dirigée. Dans le sens théorique et précis de la chose, cela est vrai. Nous croyons cependant qu'on peut se contenter d'indications moins exactes ; nous en parlerons tout de suite. D'abord, nous pouvons nous demander *quelles seront les conséquences d'une connaissance inexacte du niveau d'équilibre relatif à une variable quelconque de notre système.* Ici, il faut distinguer à nouveau deux cas.

Premier cas : le niveau d'équilibre décrit un mouvement lent. La connaissance inexacte du niveau en question implique qu'un terme $f(t)$ figure dans certaines de nos équations, $f(t)$ étant une fonction de faible grandeur et à variations lentes. Les mouvements du système ainsi défini révéleront des déviations par rapport aux mouvements d'un système « homogène » ou « pur ». Nous supposons que le système pur qui lui correspond est un système aux mouvements équilibrés par suite des mesures spécifiées au paragraphe précédent. Appelons-le un système *stable.* Le système réel que nous considérons, qui est caractérisé par les termes additionnels $f(t)$, est par suite un système perturbé dérivé d'un système stable. On en déduit que — la démonstration rigoureuse peut en être faite par les formules — les mouvements d'un tel système ne présentent pas de reculs sérieux.

Nous conclurons que les mouvements inconnus, mais lents, du niveau d'équilibre ne sont pas dangereux. Une restriction néanmoins s'impose : il importe que, en raison de ces mouvements lents, le système ne s'éloigne pas trop de la situation d'équilibre, car il y a alors danger qu'il sorte de la zone pour laquelle les équations sont valables ; alors, nos lumières sur les réactions éventuelles ne sont plus suffisantes.

Second cas : le niveau d'équilibre présente un mouvement rapide que l'on ignore. Quand, dans ces circonstances, on maintient, par

exemple, le niveau des investissements, cela signifie que la composante conjoncturelle de cette variable, au lieu d'être nulle, prend une valeur appréciable (positive, quand le déplacement du niveau d'équilibre est négatif, et *vice-versa*). Dans ce cas, nous avons de nouveau un système perturbé, dérivé d'un système stable, mais le terme additionnel $f(t)$ ne sera pas petit et, au moment où se développe rapidement le déplacement de l'équilibre, $f(t)$ présentera lui aussi un mouvement rapide. La perturbation aura le caractère d'une perturbation abrupte et permanente (voir paragraphe 1) avec la possibilité pour certaines des variables du système de s'éloigner de plus en plus de l'équilibre. Si, par exemple, le niveau déjà élevé des investissements est maintenu à l'aide de crédits additionnels, on courra le risque d'une grave inflation (voir paragraphe 13). Le fait pour le système de dériver d'un système stable, n'entraîne aucun inconvénient immédiat — alors qu'il existe à un degré beaucoup plus élevé dans une société non stabilisée — de répercussions sérieuses, mais cet inconvénient ne se manifestera que plus tard.

36. Déterminations approximatives du niveau d'équilibre.

Si des mouvements ignorés de la position d'équilibre du système compromettent l'efficacité de la politique de conjonctures — soit après un délai plus long que dans l'état actuel des affaires, — *il est désirable et même nécessaire de connaître plus ou moins la position d'équilibre.* « Plus ou moins » dans un double sens : il n'est pas grave de ne pas le connaître *exactement*, puisque des déviations modérées de l'équilibre ne donnent pas lieu à des répercussions sérieuses dans un système stable ; il n'est pas grave quand nous ne la connaissions *qu'après un certain délai*, puisque le danger de quitter la zone de validité des équations ne se présente qu'au bout de plusieurs années.

Or, il nous semble que nos connaissances sur la position d'équilibre peuvent être augmentées suffisamment pour le but indiqué, déjà par le matériel statistique, disponible immédiatement ou dans un délai assez court. Les méthodes à notre disposition ne sont pas, comme nous venons de l'admettre, rigoureuses, mais il y en a plusieurs qui nous renseigneront avec une certaine approximation sur la situation d'équilibre. Les résultats des différentes méthodes peuvent se contrôler mutuellement.

Tout d'abord, nous avons la méthode la plus globale qui consiste dans la détermination de la tendance générale et en s'appuyant sur l'hypothèse que cette tendance générale indique la position d'équilibre. Les différentes méthodes de recherche de la tendance générale peuvent mutuellement se corriger.

Cette méthode peut être précisée de la manière suivante. Soient deux courbes dont les composantes conjoncturelles présentent, dans une période antérieure, une haute corrélation à sens causal. Supposons, d'autre part, que la tendance générale d'une de ces courbes est connue assez exactement au cours des dernières années. Nous pouvons alors calculer la composante conjoncturelle de cette série pour les dernières années, ensuite en déduire la composante conjoncturelle de l'autre série (à l'aide de la régression), et en défalquant cette composante de la série absolue, nous trouverons la composante structurelle ou la tendance générale. Cette méthode nous fournit un contrôle en plus sur la détermination de la position d'équilibre (1).

On peut aboutir à plus de rigueur en contrôlant les détails des calculs des profits par exemple et des calculs des investissements par l'élimination provisoire des composantes conjoncturelles. Cette méthode peut être utilisée au moins quant aux entreprises publiques ou aux concessions, directement pour le but proposé, c'est-à-dire pour calculer le niveau d'équilibre des investissements : au lieu d'accepter les plans d'investissements fondés, par exemple, sur des calculs contenant les valeurs actuelles des prix, des consommations, etc..., on ne saurait les accepter que lorsqu'ils sont fondés sur des calculs effectués avec les valeurs corrigées en rapport avec les déviations conjoncturelles. Pour savoir jusqu'à quel degré cette méthode est encore applicable aux entreprises privées, c'est là un problème politique qui ne se présente pas identiquement dans les différents pays. Il semble désirable de commencer les investigations par les méthodes plus globales et d'examiner si les conséquences trouvées sont suffisantes avant d'avoir recours à des méthodes détaillées.

Dans ce qui précède, nous avons supposé qu'il existe un niveau déterminé d'équilibre des prix et des autres variables. Cela est plus

---

(1) Nous avons développé cette méthode d'une manière plus détaillée dans *De Nederlandsche conjunctuur*, août 1936, pp. 16-17, où des exemples sont donnés.

ou moins vrai pour un système économique se trouvant en communication avec d'autres systèmes, par exemple, une nation dans l'économie mondiale. Pour une nation isolée ou pour le monde entier, on a cependant divers « degrés de liberté ». On peut choisir le niveau des prix ou le volume des investissements, comme on veut. En principe, les choses sont bien plus simples dans ce cas. Il n'est pas nécessaire de dire que les difficultés d'ordre politique compenseront et au delà ces avantages. D'autre part, le fait qu'aucune nation est exposée à présent à une concurrence internationale parfaite étend les limites de sécurité des propositions faites.

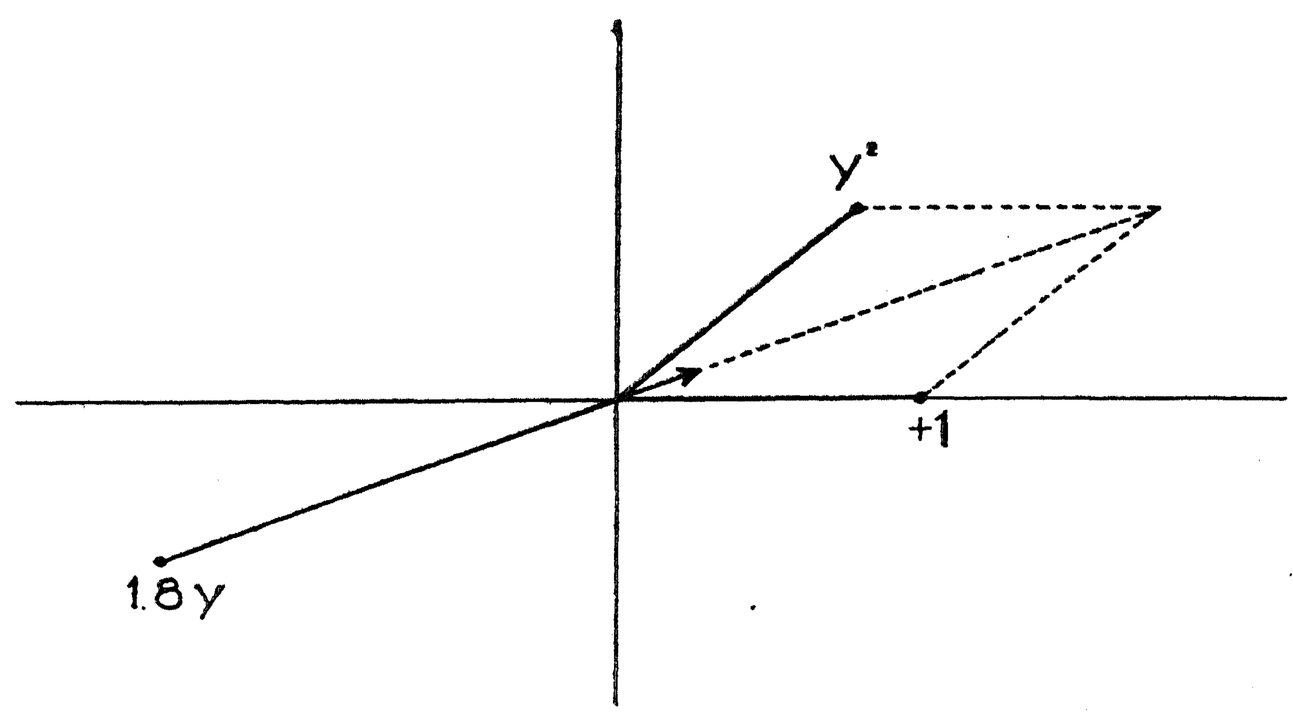

FIG. 22. — Diagramme représentant la situation dans le plan complexe du nombre y représentant la période et l'amortissement des cycles forcés. La flèche indique la somme des vecteurs $+ 1$, y^2 et $1.8y$.

Ce que nous venons de dire sur les possibilités techniques de réaliser la politique optimum formulée dans le paragraphe précédent, se rapporte spécialement à la condition $\alpha = 0$. Elle semble avoir une certaine importance pour les États-Unis, et une plus grande importance encore pour l'Europe. Les mêmes remarques pourraient être faites si l'on désirait réaliser la condition $\pi = 0$ ou $\lambda = 0$, que nous n'avons pas développée dans notre exemple central ; ou bien $\varepsilon = 0$, qui constitue une des conditions les moins importantes dans cet exemple.

Il reste encore à examiner l'autre condition, à savoir $\zeta = 0$ et $\varepsilon'_Z = 0$. On peut tâcher de réaliser ces conditions d'une manière analogue à celle qui a été exposée, mais cela demanderait des mesures bien détaillées que nous voulons éviter autant que pos-

sible. Comme ces deux coefficients se rapportent tous les deux à la formation de revenus spéculatifs, il semble que d'autres mesures sont possibles en vue d'une réalisation au moins partielle des conditions mentionnées, c'est-à-dire celles énoncées au paragraphe 26.

D. — REMARQUES FINALES

37. Ensemble provisoire de recommandations.

De ce qui précède il suit que, sous toutes les réserves formulées dans le texte, le système suivant de recommandations peut être donné à titre provisoire :

I. Il est désirable que la formation de revenus spéculatifs soit empêchée autant que possible (1) par la suppression des facilités d'obtention des crédits pour la spéculation, par une réglementation plus sévère du commerce boursier et par la propagande et peut-être aussi en imposant le calcul des prix de revient à base des valeurs de substitution.

II. Il est désirable que les Gouvernements prennent des mesures tendant à compenser par leurs investissements, le mouvement des investissements privés, et qu'ils constituent des fonds de réserve pour les financer dans la dépression.

III. Il est désirable que les revenus distribués par les entreprises privées aussi bien que les montants investis soient stabilisés autant que possible.

Il semble que les mesures I et II sont suffisantes pour réaliser un mouvement cyclique fortement amorti.

Pour les États-Unis, une politique qui tend uniquement à la stabilisation des prix ne semble pas promettre grand'chose.

Pour la réalisation des mesures mentionnées sous I et II, il est désirable de connaître le niveau d'équilibre des investissements et de quelques autres variables. Une connaissance globale en est nécessaire. A cet égard, il est indispensable de compléter l'information statistique dans beaucoup de pays.

---

(1) Nous ne sommes pas sûr que la « normalisation des profits » préconisée par W.-L. Valk (*Conjunctuurdiagnose*, Haarlem, 1935) ait la même portée.

38. Critique de quelques récentes controverses.

Dans ce paragraphe nous voulons donner une critique, du point de vue mathématique, de quelques discussions récentes.

Une première remarque se rapporte *aux raisonnements incomplets*. Très souvent, on ne considère qu'une partie des relations mutuelles entre les variables du problème. Un exemple : en discutant les possibilités d'une politique des conjonctures dans un seul pays, on remarque qu'au cours de la hausse, le pays en question sera désavantagé tant par la restriction dans les investissements qu'au cours de la baisse, par le niveau bas des prix internationaux. Ce raisonnement oublie l'influence des hauts prix internationaux dans la période de la hausse, ainsi que l'influence de l'élargissement de la production nationale pendant la baisse. Un traitement mathématique nous aurait gardé de semblable erreur. On peut remarquer du reste qu'il y a, dans ce genre de raisonnements incomplets, des raisonnements pessimistes comme celui que nous venons de reproduire et des raisonnements optimistes oubliant au contraire les aspects désavantageux des relations.

Deuxièmement, il y a l'erreur commise dans les *raisonnements statiques* dans les cas où les problèmes demandent un traitement dynamique. Les controverses publiques, par exemple, du problème des salaires en offrent de nombreux exemples. Comme nous avons essayé de le démontrer pour un système extrêmement simple, une modification du taux des salaires, comme forme de politique conjoncturelle, peut avoir des résultats bons ou mauvais, suivant la phase du cycle dans laquelle elle opère. On ne peut constater cette différence que lorsqu'on se préoccupe des variations du *mouvement* provoquées par une telle politique : c'est là essentiellement le point de vue dynamique (1).

Même dans le raisonnement dynamique, on a souvent à faire à *des indications insuffisantes au sujet du caractère exact des relations dynamiques*. Un cas très connu est celui de la distinction entre le niveau et la vélocité de changement des prix. Dans beaucoup de raisonnements économiques, cette distinction n'est pas faite avec

(1) Voir : La politique des salaires, les cycles économiques et les mathématiques, *Revue des Sciences Economiques*, Liége, 1935, IX, p. 17.

assez de rigueur. Dans plusieurs exposés sur la théorie des conjonctures, le lecteur demeure insuffisamment renseigné sur la question de savoir s'il y a des décalages dans les relations supposées entre les variables. En raison de la grande importance pour la forme précise des mouvements qui en résultent, cet à-peu-près est dangereux.

Un exemple illustrera notre remarque : on rencontre l'opinion qu'il est toujours possible de stabiliser les conjonctures par des mesures compensatrices prises par l'État (par exemple, des mesures d'investissement ou de taxation). On oublie parfois que nul gouvernement ne peut prendre ces mesures sans qu'un certain délai s'écoule entre les causes économiques et les mesures. Ce point étant admis, un problème se pose immédiatement : quels mouvements ces délais engendrent-ils ? La possibilité que des cycles assez considérables en soient la conséquence n'est pas exclue *à priori*. Ce sont précisément nos formules qui renseignent à ce sujet.

Une quatrième remarque se rapporte aux *conclusions prématurées* qui ont été tirées le plus souvent dans les discussions publiques. Rappelons, en exemple, les nombreux avertissements donnés contre des mesures nouvelles et s'exprimant par la formule « un recul plus sérieux encore que la crise actuelle en sera la conséquence ». Cela a été affirmé spécialement au sujet des mesures de dévaluation de la monnaie qui avaient été adoptées dans plusieurs pays. Or, dans ce qui précède, on a pu juger de quelle masse de chiffres il faut pour fonder, avec quelque probabilité, une telle conclusion !

39. Programme de recherches statistiques et de recherches théoriques.

Nous avons eu de nombreuses occasions de marquer les problèmes dont l'étude approfondie est nécessaire afin d'étayer nos recommandations provisoires.

Il importe de développer le matériel statistique dans la plupart des pays, spécialement sur les revenus non ouvriers, sur les investissements et sur l'épargne. Des observations plus directes et plus précises surtout sur l'épargne seraient très précieuses.

On a besoin de recherches à la fois plus précises et plus étendues sur les corrélations multiples, par exemple pour des séries partielles, afin de contrôler nos équations élémentaires. Par des séries partielles, nous entendons des séries se rapportant à une seule branche,

par exemple. Lorsque pour de telles séries partielles des relations analogues à celles trouvées pour les séries totales, se trouvent établies, cette circonstance renforce la probabilité de ces relations.

En ce qui concerne le traitement des équations élémentaires et finales, il semble surtout désirable d'étudier plus en détail les conséquences de l'introduction des « distributed lags ». D'autre part, l'introduction des relations non-linéaires promet certainement un approfondissement de nos connaissances. Enfin, l'étude des perturbations, leur manifestation et leur propagation à travers le système économique, doit retenir tout particulièrement l'attention. Ces indications sommaires impliquent un vaste programme de recherches qui, selon l'auteur, sont d'une importance essentielle.